

DÉFICITS PARIS ET ROME RÉCLAMENT DU TEMPS À BERLIN. INTERVIEW DU MINISTRE ITALIEN DES FINANCES PAGE 22



Padoan : « Il faut lier pacte de stabilité et réformes »

PROPOS RECUEILLIS PAR
ALEXANDRINE BOULLHET @aboullhet

Ancien chef économiste de l'OCDE, Pier Carlo Padoan est le ministre des Finances de Matteo Renzi. Il explique la stratégie économique de l'Italie en Europe.

LE FIGARO. - L'Italie plaide pour un pacte de stabilité « plus intelligent ». Qu'entendez-vous par là ?

Pier Carlo PADOAN. - Il ne s'agit pas de changer les règles actuelles, ou de réécrire le pacte de stabilité, mais d'exploiter au maximum la marge de flexibilité existante, qui est importante, pour mettre l'accent sur la croissance et l'emploi. L'idée serait d'évaluer positivement les pays qui mettent en œuvre les réformes structurelles, car les effets positifs sur les finances publiques sont réels, mais assez longs à venir.

À vos yeux, la France fait-elle assez de réformes pour bénéficier de la clémence de ses pairs sur ses déficits ?

La France a, il est vrai, un sérieux problème d'ajustement budgétaire. Ses déficits sont supérieurs à ceux de l'Italie, qui affiche l'excédent primaire - hors charge de la dette - le plus important de la zone euro. Mais la France bénéficie d'une appréciation plus favorable des marchés, avec des taux d'intérêt inférieurs de 100 points de base à l'Italie et un écart de taux avec l'Allemagne plus favorable à la France. Le gouvernement français a mis sur la table des réformes importantes pour relancer la croissance. Il reste à les mettre en œuvre. Pour être crédible, un programme de réforme doit être présenté sur trois ans. Car il faut donner de la certitude aux entreprises et aux investisseurs.

Quelles sont les réformes

prioritaires en France ?

D'abord, la réforme du marché du travail, pour faciliter l'entrée des jeunes dans le monde du travail. Ensuite, la réforme de la gouvernance, qui vise à réduire le nombre de collectivités locales. Enfin, il faut relancer de la productivité dont la croissance est nulle.

L'Italie compte-t-elle se doter d'un salaire minimum, comme l'Allemagne ?

Non. Ce n'est pas le sujet en Italie. Le problème en Italie c'est qu'il y a trop de contrats de travail - 40 en tout ! - et un système d'allocations chômage inefficace. Notre réforme du marché du travail, présentée au Parlement, vise justement à simplifier le marché du travail et à lier les salaires avec la productivité du travail. Le FMI a reconnu nos efforts de réformes sur ce sujet clé.

Bruxelles demande à l'Italie un effort supplémentaire pour atteindre l'objectif de zéro déficit structurel en 2015. Qu'allez-vous faire ?

D'abord poursuivre les réformes. Matteo Renzi a obtenu un soutien politique aux dernières élections européennes pour aller de l'avant. Nous avons lancé le programme de privatisations, qui devrait nous rapporter 10 milliards d'euros ou 0,7 % de PIB pour trois ans. La loi a été votée. Les banques y travaillent. Cela commencera cet automne avec la privatisation de la Poste et de l'Enav, le régulateur aérien.

Allez-vous tailler dans les effectifs de la fonction publique ?

Ce n'est pas notre priorité. Pour mettre en œuvre les réformes, nous avons surtout besoin d'une administration efficace, plus productive. Réduire les coûts cela ne passe pas forcément par des suppressions de poste, mais par de la mobilité. Avant de baisser les salaires, on peut aussi faire en sorte qu'un achat de stylo ne coûte pas deux fois plus cher dans le sud de l'Italie que dans le nord... ■



Pier Carlo Padoan, ministre italien des Finances, le 16 juin à Paris.
BOUCHON/LE FIGARO

Intervista a Pier Carlo Padoan - Padoan:
«Bisogna legare patto di stabilità e riforme»

